

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

REIMS, le 23 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUREADE**

AV DES CRAYERES  
ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE  
51520 La Veuve

Références : n°D3 i 2024-24  
Code AIOT : 0005702761

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement AUREADE implanté AVENUE DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve. L'inspection a été annoncée le 11 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUREADE
- AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve
- Code AIOT : 0005702761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique de déchets de La Veuve est implantée depuis 2006 et exploitée par la société AUREADE. Cette installation se compose :

- d'une unité d'incinération (UVE) à partir de déchets ménagers et de boues de stations d'épuration associée à une unité de valorisation énergétique (production d'électricité),
- d'une unité de valorisation agronomique (UVA) (plate-forme de compostage) à partir de déchets verts.

Les mâchefers produits par l'UVE sont maturés sur le site en vue d'une utilisation en technique routière.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Nationale 2024 - Conformité des incinérateurs à la Directive IED - MTD<sup>2</sup>
- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

---

<sup>2</sup>Meilleures Techniques Disponibles issues du document de référence européen (BREF WI)

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5	Demande d'action corrective	12 mois
8	Surveillance des rejets continus	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2	Sans objet
4	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
5	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet
9	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles issues du document de référence européen (BREF WI), retranscrites au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Deux actions d'amélioration sont néanmoins attendues de l'exploitant, d'une part l'amélioration du plan de gestion des OTNOC afin qu'il soit pleinement adapté au site, et d'autre part d'avancer la réalisation d'une campagne de mesurage des émissions en période de démarrage et d'arrêt du four sans déchets, afin d'être en mesure d'évaluer ces émissions dès les prochains arrêts d'installation.

Par ailleurs, s'agissant de la surveillance en continu des émissions de COV totaux et des suites données à la précédente inspection, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise des mesures complémentaires permettant de valider l'argumentaire développé pour justifier que son appareillage est pleinement adapté à la mesure de ces polluants.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.  Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC, en précisant que ce document a été élaboré à partir d'un travail en commun des industriels européens de ce secteur d'activité, puis traduit et adapté par la profession en France. Ce plan comprend les éléments prévus par l'arrêté ministériel à savoir les risques et les causes d'OTNOC ainsi que leurs conséquences, secteur par secteur ou équipement par équipement de la ligne d'incinération (réception, four, chaudière, traitement des fumées...). Cette liste de conditions OTNOC est traduite et rassemblée en 14 signaux électroniques/informatiques (exemples : teneur en O <sub>2</sub> < 4 %, station injection bicarbonate à l'arrêt, etc.) permettant de déclencher le compteur OTNOC. Ce plan de gestion des OTNOC apparaît cependant parfois trop complet, s'agissant de la prise en compte des aléas climatiques (dont les conséquences deviennent des événements initiateurs d'OTNOC figurant déjà par ailleurs), ou inadapté au site (cf. les mentions « non concerné » pour certaines OTNOC.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'améliorer le plan de gestion des OTNOC en le rendant pleinement adapté à l'unité de valorisation énergétique exploitée et en clarifiant la correspondance entre les différents types d'OTNOC et les signaux correspondants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li><li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li><li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li><li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des OTNOC a été élaboré en novembre 2023, avant l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté ministériel. L'exploitant tient à jour un fichier de « suivi des vérifications générales périodiques », dans lequel figure l'évaluation périodique des OTNOC. Cette évaluation est prévue par l'exploitant au plus tard en novembre 2024 ; elle pourra être anticipée en fonction du nombre d'OTNOC recensées durant l'année et de leur durée. A ce jour, du fait de l'entrée en vigueur récente de cette prescription réglementaire, cette dernière apparaît sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.  Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> La vérification de cette prescription est effectuée par sondage : lors d'un événement OTNOC survenu le 07/01/2024 entre 14h et 14h30, le rapport journalier mentionne bien des valeurs mesurées durant cette période OTNOC. S'agissant de la campagne de mesurage à réaliser tous les 3 ans, l'exploitant a bien intégré l'obligation de réaliser cette campagne dans son fichier de « suivi des vérifications générales périodiques », sous 3 ans. Ce délai apparaît inadapté, dans la mesure où dans l'attente de la réalisation d'une première campagne de mesurage, l'exploitant n'est pas en mesure d'estimer les émissions en phase de démarrage et d'arrêt du four en l'absence de déchets. L'arrêt technique de la fin d'année 2023 aurait permis à l'exploitant d'effectuer cette première caractérisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'anticiper la réalisation de la première campagne de mesurage sous 1 an, afin d'être en capacité d'estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 4 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mercure : mesures en continu   normes EN génériques et EN 14884</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir démarré cette surveillance en permanence du mercure à partir du mois de mars 2023, avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, afin de s'assurer de la fiabilité de l'appareillage. La vérification de cette prescription est effectuée par sondage : l'exploitant a présenté les données de surveillance en permanence du mercure pour le mois de janvier 2024 (période du 1 <sup>er</sup> au 22 janvier), qui confirme la réalisation de ce suivi. Le rapport journalier édité pour la journée du 07/01/2024 témoigne de cette surveillance en permanence. A noter que l'analyseur (AMS) du mercure dispose bien du certificat QAL 1 correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois   pas de norme</li> <li>- PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme   normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables   norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue cette surveillance prévue par l'arrêté ministériel. S'agissant des dioxines bromées (PBDD/PBDF), les rapports de contrôle semestriels ont été présentés : vu les rapports de l'organisme SOCOTEC du 07/07/2023 suite au prélèvement effectué le 17/05/2023, et du 12/01/2024 suite au prélèvement effectué le 30 novembre 2023. S'agissant des PCB de type dioxines (PCB-dl), l'exploitant déclare assurer cette surveillance mensuelle, qui s'effectue via le même préleveur semi-continu que pour les dioxines. L'exploitant a présenté le rapport de surveillance du 08/01/2024 (organisme KALI'AIR) concernant la période allant du 3 novembre au 05/12/2023. Le rapport de contrôle précise bien le respect de la norme NF EN 1948.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm <sup>3</sup> )	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO <sub>2</sub>	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH <sub>3</sub> (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

**Constats :**

Certaines des valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel sont remplacées par des valeurs plus basses lorsqu'elles ont été prescrites par arrêté préfectoral :

COT (COVT) : 6 mg/m<sup>3</sup> au lieu de 10 mg/m<sup>3</sup> dans l'AM

HCl : 6 mg/m<sup>3</sup> au lieu de 8 mg/m<sup>3</sup> pour les installations existantes

HF : 0,6 mg/m<sup>3</sup> au lieu de 1 mg/m<sup>3</sup>

SO<sub>2</sub> : 30 mg/m<sup>3</sup> au lieu de 40 mg/m<sup>3</sup> pour installations existantes

CO : 30 mg/m<sup>3</sup> au lieu de 50 mg/m<sup>3</sup> pour installations existantes

PCDD: 0,06 ng/m<sup>3</sup> au lieu de 0,08 ng/m<sup>3</sup> pour installations existantes

L'inspection a consulté les 2 rapports de contrôle semestriels pour statuer sur la conformité des rejets. Vu les rapports de l'organisme SOCOTEC du 07/07/2023 suite au prélèvement effectué les 16 et 17/05/2023, et du 18/01/2024 suite au prélèvement effectué les 20 et 21/12/2023, il ressort que l'ensemble des valeurs limites d'émission sont respectées, hormis pour le seul paramètre NOx : 86 mg/m<sup>3</sup> pour une limite à 80 mg/m<sup>3</sup> (contrôle du second semestre).

[Nota : la concentration en NOx mesurée au 1er semestre était de 171 mg/m<sup>3</sup>, mais la VLE applicable était alors de 160 mg/m<sup>3</sup> (avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel)].

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :					
Paramètre		Code SANDRE	Procédé	Unité	Valeur limite (1)
Matières en suspension totales (MEST)		1305	Epuration des fumées	mg/l	30
			Traitement des mâchefers	mg/l	
Carbone organique total (COT)		1841	Epuration des fumées	mg/l	40
			Traitement des mâchefers	mg/l	
Métaux et métalloïdes	As	1369	Epuration des fumées	mg/l	0,05
	Cd	1388	Epuration des fumées	mg/l	0,03
	Cr	1389	Epuration des fumées	mg/l	0,1
	Cu	1392	Epuration des fumées	mg/l	0,15
	Hg	1387	Epuration des fumées	mg/l	0,01
	Ni	1386	Epuration des fumées	mg/l	0,15
	Pb	1382	Epuration des fumées	mg/l	0,06
			Traitement des mâchefers	mg/l	
	Sb	1376	Epuration des fumées	mg/l	0,9
	Tl	2555	Epuration des fumées	mg/l	0,03
	Zn	1383	Epuration des fumées	mg/l	0,5
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> -N)		1335	Traitement des mâchefers	mg/l	30
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> )		1338	Traitement des mâchefers	mg/l	1000
PCDD/PCDF		7707	Epuration des fumées	ng I-TEQ/l	0,05
(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.					
<b>Constats :</b>					
L'exploitant met en œuvre un traitement des fumées par voie sèche, et n'est donc pas concerné par cette prescription.					
Le rapport portant sur la surveillance des eaux pluviales a été présenté, portant sur les mêmes paramètres : les valeurs limites de rejet sont respectées pour l'ensemble des paramètres.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu obligation COVT		
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération :  [...]		
COVT	En continu	Normes EN génériques
[...]		
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en date du 21/07/2023 un courrier pour répondre à la demande de l'inspection suite à la visite d'inspection de janvier 2023 sur les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser les COT contenus dans ses rejets,</li> <li>- apporter des justifications sur le fait de ne mesurer que certains paramètres dans les rejets avec analyses à l'appui,</li> <li>- indiquer si l'analyseur MIR-FT est capable de mesurer en continu les COT des rejets.</li> </ul> Il explique que l'appareil FID, mentionné dans la norme NF EN 12619, ne permet pas d'identifier tous les COT contenus dans les fumées et ne donne qu'une valeur de l'ensemble des COT. Pour préciser les COT contenus dans les rejets, il faudrait appliquer des méthodes autres que la méthode de référence et tenter d'identifier paramètre par paramètre les COVt contenus dans les fumées (en sachant qu'il en existe des milliers). De plus le concepteur, fabricant et fournisseur de l'analyseur MIR FT, ENVEA, confirme que cet analyseur ne mesure pas seulement le CH <sub>4</sub> et le C <sub>3</sub> H <sub>8</sub> , comme cela a pu être compris. Le MIR FT étudie deux zones spectrales pour les COT : la première pour le CH <sub>4</sub> et la seconde pour un indice hydrocarbure. La zone spectrale choisie pour l'indice hydrocarbure réagit bien à l'ensemble des COVt (hors méthane bien évidemment). Des études ont été transmises également à l'inspection pour justifier l'argumentaire. De même, la réussite des procédures QAL2 et AST pour le paramètre COT pour les analyseurs MIR FT montre bien sa capacité à mesurer avec justesse les COT (ce qui a été le cas pour les QAL2 réalisés sur Aureade en 2019 et en 2022). Pour rappel, lors des procédures QAL2 et AST, le laboratoire valide le fonctionnement des AMS (ici le MIR FT) par comparaison à la méthode de référence qui est la mesure FID.  Par ces arguments, l'exploitant conclut, que l'analyseur MIR FT est tout à fait capable de mesurer les COT en continu et de répondre aux exigences de la réglementation.  Par ailleurs, le prestataire ENVEA rappelle qu'il est indiqué dans la norme XP X43-132 au chapitre 5.1 Généralités (QAL1 - Aptitude à l'emploi et choix de l'AMS <sup>3</sup> ) : <i>"Dans le cas particulier d'appareils déjà installés sur site et non certifiés conformément à la NF EN 15267 parties 1, 2 et 3, ou pour des AMS déjà installés et certifiés conformément à la NF EN 15267 parties 1, 2 et 3 mais mis en œuvre sur</i>		

<sup>3</sup>Automated Measurement System = analyseurs en continu

<p><i>une installation pour laquelle la VLE ou l'exigence d'incertitude élargie ont été modifiées, l'étape QAL1 ne pouvant être validée, l'incertitude élargie sur les valeurs mesurées peut être toutefois considérée comme satisfaisante sur la durée de vie de l'AMS si les étapes QAL2 (test de variabilité), AST (test de variabilité) et QAL3 (possibilité d'ajuster l'appareil si une dérive est constatée) conduisent à des résultats satisfaisants."</i></p> <p>Aussi l'inspection attend un QAL3 et AST de 2023 permettant de montrer que l'AMS correspond à la réglementation.</p> <p>Par ailleurs, le groupe VEOLIA a entrepris une étude nationale de comparaison entre les mesures d'un appareil de mesure FID et MIR FT pour montrer la similitude des résultats. la conclusion devrait parvenir en fin d'année 2024.</p> <p>A l'égard de ces arguments, l'inspection propose d'attendre le résultat de l'étude nationale du groupe VEOLIA en fin 2024 pour se prononcer sur l'efficacité de l'appareil MIR FT.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet un QAL3 et AST de 2023 permettant de montrer que l'AMS correspond à la réglementation dans un délai de 1 mois.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les résultats de l'étude nationale du groupe VEOLIA en fin 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 9 : Surveillance environnementale

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Obligation :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins la recherche des dioxines et des métaux dans les sols, les végétaux, la surveillance des retombées de poussières (et la quantification des teneurs en métaux et dioxines dans ces poussières) par la mise en œuvre de collecteurs de précipitations, et l'analyse des dioxines dans les productions laitières. Ce dispositif sera associé à une station météo complète (vitesse et direction du vent, température ...).</p> <p>Résultats :</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la demande de l'inspection lors de la dernière visite en 2023, l'exploitant a sollicité l'organisme TAUW France pour interpréter les résultats des dernières campagnes de suivi des retombées atmosphériques (prélèvements et analyses menés par ATMO Grand Est pour le compte d'AUREADE). Il a transmis à l'inspection les éléments par courrier du 21 juillet 2023.</p> <p>L'exploitant a également décidé de réaliser 2 campagnes de mesures des retombées par an et de recentrer les emplacements de suivi dans la zone principale de retombées, déterminée par la récente modélisation de la dispersion de 2022.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant coordonne les mesures semi-continues des dioxines de la cheminée avec la campagne de mesure de la surveillance environnementale afin de comparer les résultats.</p> <p>Enfin, une station météorologique a été installée sur le site pendant la campagne de surveillance d'automne 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>